

AFSCET

Res-Systemica

Revue Française de Systémique
Fondée par Evelyne Andreewsky

Volume 26, printemps 2024

Les systémiques de l'eau

Res-Systemica, volume 26, article 07

Encore combien de temps avant que l'eau ne sorte des Communs ?

Jean-Paul Bois-Magnac

7 pages

contribution reçue le 29 octobre 2024



Creative Commons

Journées AFSCET du Moulin d'Andé Avril 2024

ENCORE COMBIEN DE TEMPS AVANT QUE L'EAU NE SORTE DES COMMUNS ?

Jean-Paul Bois-Magnac

Vice-président de l'AFSCET

*

Pour la première fois dans l'histoire de l'humanité, l'eau, ressource vitale, est en cours de privatisation/marchandisation.

Si, dans de nombreuses cultures, l'eau a été gérée dans son partage et sa distribution au même titre que d'autres "communs", comme les forêts ou les pâtures, sa rareté, due au réchauffement global de la planète, change la donne.

Premier signe médiatique d'une tendance vers la marchandisation de ce bien commun, le slogan « l'eau qui vous rend fort », imaginé dans les années quatre-vingt par les marqueteurs de l'eau en bouteille. Grâce à la force de persuasion de leurs slogans, ils avaient réussi à faire acheter un litre d'eau plus cher qu'un litre de lait !

Plus inquiétant, l'exemple récent de l'Australie où, dans la pure logique de l'ultra-libéralisme, des compagnies se sont appropriées la captation et la revente de la ressource hydrique du sous-sol australien.

Cette tendance est-elle inéluctable ? Une possible parade serait-elle de maintenir l'eau parmi les ressources inaliénables ?

*

• L'alerte médiatique

C'est peu dire que le thème de l'eau occupe une place croissante dans les médias ! Pas un jour sans que cette problématique ne soit traitée. Ainsi, le *Libé* du 12 avril 2024 consacrait trois articles de fond à de sérieux problèmes d'eau... Rareté, raréfaction, disparition, depuis au moins vingt ans, les alarmes ne cessent de sonner.

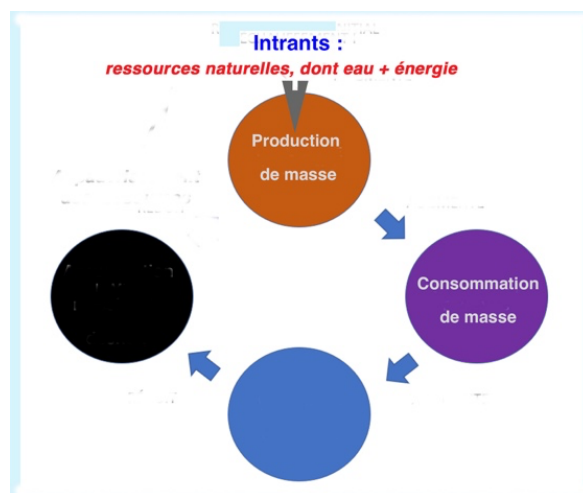
Ayant présenté en 1978 l'une des toutes premières candidatures « écologiste » à une élection législative, ma vigilance sur l'évolution des thèses écologiques a toujours été vive... En novembre 1994, il y a presque trente ans, j'écrivais déjà dans un blog :
" *Albert Le Bris*, agriculteur breton interrogé sur RTL, tient le rôle peu enviable du dernier des Mohicans. Resté seul exploitant de son hameau après l'abandon de ses deux derniers collègues, peu loquace sur la raison de ces désertions, il lâche une phrase anodine, « le litre de lait vaut moins cher qu'un litre d'eau »...

En entendant une pareille incongruité, on prend une grande claque ! Dans mon enfance, l'eau se puisait au puits et le lait perlait aux pis des vaches. Rapporter un seau plein d'eau exigeait un effort physique mais aucune contrepartie financière et le lait était payé au paysan dans un rapport marchand qui semblait équitable à tous.

Depuis, les eaux en bouteilles nous *rendent fort*, nous procurent *l'équilibre*. La soif physiologique a été évacuée au profit d'une soif de conformité, conformité à une image indéfiniment répétée par la publicité. Dans la société marchande, le spectacle se vend mieux que le réel.... Pour les producteurs, c'est dur à avaler ! ”

Ainsi, en réalisant la prouesse, dès les années quatre-vingt, de faire acheter le litre d'eau plus cher qu'un litre de lait, les industriels de l'agro-alimentaire posèrent les premiers jalons vers la banalisation de la marchandisation de l'eau et de sa surconsommation sous la forme de bouteilles...

Si la vente de l'eau est un fait ancien, e.g. les porteurs d'eau depuis l'antiquité, l'embouteillage d'eaux dites minérales débuta en 1621 en Angleterre, puis en 1767 aux Etats-Unis, ou encore en 1863 à Vergès dans le Gard, origine de la marque Perrier, devenue fameuse en 1905 avec sa bouteille en forme de massue.



Il ne s'agissait alors que de ponctions localisées. ... Depuis, on frise la démesure !

• **Des chiffres ahurissants...**

En 2018 les Français ont bu 9 milliards de litres d'eau en bouteille ! Soit 135 litres par habitant, pour un prix jusqu'à cent fois supérieur à celui tiré au robinet. La soumission des consommateurs aux injonctions marketing de l'agro-alimentaire a eu pour effet, notamment pour les foyers aux revenus modestes, une perte de pouvoir d'achat au détriment de produits de meilleure qualité et une pollution par les plastiques dont les effets sont de plus en plus préoccupants...

En fait, c'est le processus même d'industrialisation de l'alimentation qu'il convient d'examiner et de remettre en cause. Dans l'économie telle qu'elle s'est développée depuis la révolution industrielle, il ne s'agit plus de produire en fonction de besoins basiques mais de renforcer la demande afin de maximiser les profits...

Dans une boucle de rétroaction positive mortifère, la massification de la production conduit à la consommation de masse, induisant elle-même la surconsommation...

• **Les conséquences**

Dans le domaine global de l'alimentation, on ne peut s'empêcher de corréler les effets de son industrialisation avec celle de la surconsommation de calories et de la croissance exponentielle de l'obésité dans le monde...

En 2022, 43 % des adultes étaient en surpoids et plus de 390 millions de jeunes de 5 à 19 ans, soit une augmentation de 8 à 20 % en un peu plus de 30 ans. Dans la même période, 37 millions d'enfants de moins de 5 ans étaient en surpoids.

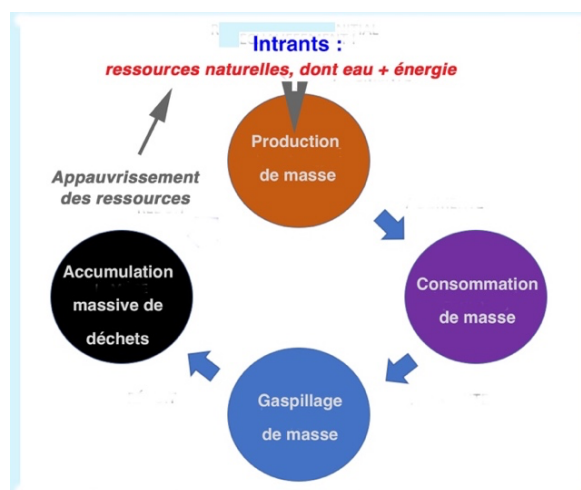
En mars 2024, l'OMS annonçait que la population mondiale comptait un milliard d'obèses... Depuis 1990 l'obésité a donc plus que doublé chez les adultes pour atteindre 16 % et quadruplé chez les enfants et les adolescents de 5 à 19 ans passant de 2 à 8 %.

Il est évident que ces chiffres l'influencent mécaniquement la consommation d'eau !

Poursuivons donc l'examen de la boucle mortifère "Consommation de masse / Gaspillage de masse" évoquée plus haut.

La FAO estime le gaspillage alimentaire mondial¹ à près d'un tiers de la production totale, soit environ 1,3 milliard de tonnes de nourriture perdue ou jetée chaque année.

En France², les pertes et gaspillages alimentaires représentent annuellement 10 millions de tonnes de produits soit une valeur commerciale estimée à 16 milliards d'euros.



Ce gâchis, aisément évitable, entraîne un prélèvement inutile de ressources naturelles, telles que les terres cultivables et l'eau...

La phase de consommation représente 30 kg de gaspillage par personne et par an dont 7 kg de déchets alimentaires non consommés encore emballés, auxquels s'ajoutent ceux générés en restauration collective ou commerciale.

Leur répartition est résumée dans le tableau suivant :

QUANTITÉS PERDUES ET GASPILLÉES PAR AN ET PAR PERSONNE

	Total	Production/Ventes	Consommateurs
Europe	280 kg	190 kg	90 kg
Amérique du Nord	295 kg	185 kg	110 kg <-
Asie industrialisée	240 kg	160 kg	80 kg
Afrique subsaharienne	160 kg	155 kg	5 kg <-
Afrique du Nord, de l'Ouest et Asie centrale	215 kg	180 kg	35 kg
Asie du sud et du sud-est	125 kg	110 kg	15 kg
Amérique latine	225 kg	200 kg	25 kg

On lit avec effroi l'écart des chiffres du gaspillage alimentaire entre un pays riche comme les Etats-Unis et le Sahel ; 110kg vs 5 kg par an et par consommateur !

Les impacts de cette destruction de valeur se font durement sentir sur :

- *La ressource en eau*
- *La ressource en énergie*
- *La pollution des sols et de l'eau*
- *L'accroissement de la masse des déchets...*

Déclenchant *in fine* la mise en mouvement et l'imbrication de plusieurs boucles de rétroaction positives, ils font de ces ressources rares, l'eau notamment, un élément propice à sa financiarisation en vertu du principe que ce qui est rare est cher...

• ***Un retour en arrière est-il possible ?***

Revenons sur la gestion des ressources naturelles (dont l'eau) avant l'ère industrielle.

Il s'agissait essentiellement d'une économie de la parcimonie, du durable, équilibrant ces trois facteurs : *besoins/consommation/renouvellement*. Que ce soit pour l'habitat, le mobilier, les moyens de transport, les matériaux provenaient en majorité de l'environnement immédiat...

Pour certaines ressources, c'était la logique d'un partage équitable à travers le système des "communs".

Un exemple emblématique : la gestion de l'eau dans les régions désertiques.

Dans l'oasis de Figuig au Maroc³, la communauté des producteurs (jardiniers, maraîchers...), assure la construction, la maintenance des systèmes hydrauliques ainsi que la répartition de la ressource. C'est un système complexe, assignant des droits et des devoirs basés à la fois sur le débit du canal d'irrigation et à son temps d'ouverture. Preuve de l'importance de ce partage, les droits acquis sont transmissibles par héritage.

Alors pourquoi n'est-il pas possible de revenir à ces formes de partage ?

De notre point de vue, cela est dû :

- **Aux effets déjà irréversibles du changement climatique**
-> Si globalement la masse d'eau reste inchangée, il engendre un stress hydrique i.e. une demande en eau supérieure à l'offre
- **A l'aspiration légitime de nombreuses populations à plus de confort**
-> 10% de la population mondiale vit dans un pays à stress hydrique élevé
- **A une financiarisation quasi inexpugnable des ressources naturelles**
-> Le blé, le café et bien d'autres nutriments sont cotés en bourse depuis fort longtemps, alors l'eau...

• ***La situation est-elle sans issue.***

En tout cas elle est préoccupante et aggravée par la financiarisation inéluctable de la ressource... Plusieurs titres récents illustrent cette inquiétude :

- « *L'eau, nouvel Eldorado des géants de la finance* » (*Radio Classique*)
- « *Ces financiers qui ont soif d'eau et essorent les populations* » (*Le Monde*)

Ces accroches journalistiques renvoient pour l'essentiel au cas emblématique de l'Australie...

Au début des années 2000, des fonds spéculatifs traquant la rentabilité à court terme trouvèrent dans les besoins croissants en eau de ce continent un investissement idéal. Le fonds australien *McQuarie* en est l'exemple canonique et probablement le plus cynique.

Car, pour ces spéculateurs, plus les factures d'eau augmenteront, plus les dividendes reversés aux investisseurs seront généreux. *Mike Young*, économiste australien mondialement reconnu, conseiller de l'ONU, théorisant le marché de l'eau, n'hésite pas à déclarer :

« *Quand l'eau se fait rare, certains doivent arrêter d'en consommer. Les marchés sont là pour découvrir et désigner ceux qui doivent sortir de l'agriculture.* »

En Australie, l'entreprise Webster Company⁴ productrice d'amandes exportées dans le monde entier, détient un stock d'eau d'une valeur de 200 millions d'euros.

Brendan Barry, gestionnaire de l'eau, discutant avec un trader, évoque deux bonnes nouvelles :

- « *La sécheresse faisant augmenter le prix de l'eau, les éleveurs ruinés offriront un bon potentiel d'acquisition de terres à bon marché.* »

• **Comment contrer cette privatisation de la ressource hydrique ?**

Si la fragilité de l'équilibre *consommation/renouvellement* des ressources naturelles semble désormais acquise, cette prise de conscience mondiale sera-t-elle suffisante pour éviter leur appropriation à des fins purement mercantiles ?

Le "*Jour du dépassement*", le moment à partir duquel l'humanité a consommé plus de ressources que la planète peut en régénérer en une année, est largement médiatisé. En 2023, c'était le 2 août !

Et pour fixer les idées, si le reste du monde adoptait le style de vie des Français, il faudrait disposer de 2,9 planètes *Terre* pour satisfaire ses besoins !

Mais ces chiffres sont-ils suffisants pour faire reculer les accapareurs de la ressource hydrique et bien entendu l'affaire des "bassines" en est l'un des aspects ?

Qui peut accepter la poursuite d'un système économique fondé sur la seule loi de la maximisation des profits au détriment des aspects sociaux et environnementaux ?

Alors, comment combattre les effets néfastes de l'ultra-libéralisme ?

• **Faire la révolution ?**

Mais les doctrines marxistes-léninistes n'ont plus prise sur cette réalité

• **Instaurer un nouvel ordre mondial ?**

Peut-être puisque celui mis en place en 1945 est devenu caduc

• **Attendre son effondrement sous l'effet de ses propres contradictions ?**

Mais la vie sur la planète deviendra problématique bien avant !

• **Viser le Talon d'Achille ?**

Posons-nous cette question : qui dans l'économie ultralibérale a le plus de poids ? Le citoyen ou le consommateur ?

La réponse est évidente ! Pour le résumer en une formule,

“ Le Caddie l'emporte sur le bulletin de vote !”.

Car, si les régimes politiques sont différents, les communautés de consommateurs présentent à travers le monde une grande unité...

Unifiées par les réseaux sociaux, elles dépassent les clivages, sociaux, religieux, politiques... Et elles sont aussi influentes sur la consommation que sur sa modération, voire son boycott...

Alors, quelle doctrine pour canaliser les luttes contre le gaspillage, l'obsolescence programmée, le non-renouvellement des ressources naturelles et leur privatisation ?

Serait-ce “l’écologie politique” ?

Probablement pas car, selon nous, l’écologie, discipline scientifique, n’articule aucun message politique. Mieux vaudrait alors laisser cette discipline poursuivre ses travaux en dehors de la scène *médiatico-politique*...

La véritable écologie politique n’est donc pas l’écologie telle qu’on l’entend communément mais les principes aussi simples qu’impératifs édictés par le *développement durable* !

« Un développement répondant aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures à assurer les siens. »

Depuis plus de vingt ans nous portons la conviction qu’un article imposant la prise en compte de ces principes salvateurs devrait figurer dans la constitution des États⁵ (au moins pour les plus avancés) avec effet sur leurs décisions économiques, industrielles, sociétales...

Mais nous pouvons, sans attendre, changer nos comportements de citoyens et de consommateurs en respectant ces trois impératifs catégoriques :

- *Pratiquer la sobriété tant énergétique qu’alimentaire*
- *Privilégier le local et l’économie circulaire*
- *Œuvrer au recyclage et la réparation*

La voie est encore longue, raison de plus pour ne pas retarder notre mise en route...

Révision octobre 2024

Jeanpaul.bois@gmail.com

¹ Source Wikipedia

² Source ADEME

³ Le partage de l’eau dans l’oasis de Figuig (Maroc oriental). <https://journals.openedition.org/mcv/2016>

⁴ Infos puisées dans le site **La Relève et La Peste** : <https://lareleveetlapeste.fr>

⁵ Open Éditions. *Développement durable et territoire : aspects juridiques*.

<https://books.openedition.org/septentrion/15404?lang=fr>